

Cher lecteur,

Alors que nous célébrons les termes intemporels du 13^e amendement à la Constitution des Etats-Unis, selon lesquels « ni esclavage ni servitude involontaire... n'existeront », nous reconnaissons que l'application de ces garanties absolues doit être constante afin qu'elles ne restent pas lettre morte. De même, dans le domaine international, l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Protocole des Nations Unies visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes (Protocole de Palerme) ne peuvent pas non plus s'appliquer tout seuls. De fait, seule la collaboration en partenariat des gouvernements et de la société civile permet d'identifier les victimes et de châtier les trafiquants qui réduisent des êtres humains en esclavage.

L'appel lancé à Palerme, en décembre 2000, a été entendu. Cent seize pays ont adopté des lois interdisant toutes les formes de traite des personnes. Davantage de victimes ont été identifiées, davantage de services ont été offerts et davantage de trafiquants ont été condamnés qu'en toute année jusque-là. Pourtant, le risque associé à la réduction en esclavage d'un être humain reste trop faible. Les actions correctrices, les amendes ou les mises en garde sont un prix bien trop minime à payer : toute personne qui tire profit d'une liberté dérobée doit payer ce crime de la sienne. La lutte contre la traite des personnes pêche par manque de ressources, de vision et, partant, de résultats.

Des millions d'êtres humains continuent à peiner sous des formes modernes d'esclavage. Des tendances inquiétantes se dégagent, notamment la féminisation migratoire. Ces trois dernières années, par exemple, la part des femmes dans la population émigrante d'un pays situé en Asie du Sud-est a atteint 70 %, alors que les hommes étaient naguère majoritaires. Étant donné la nature sans scrupules du recrutement de la main-d'œuvre, ce schéma mène à la féminisation de la traite de la main-d'œuvre, considérée autrefois comme étant le pendant masculin de la traite sexuelle. Mais à l'instar de leurs frères, époux et fils, les femmes sont tenues prisonnières dans les champs, les usines, les mines et les restaurants, souvent doublement victimes des maux du travail forcé et des agressions sexuelles. Alors que nous saisissons mieux le sort des femmes victimes du travail forcé, nous continuons à prendre acte des effets dévastateurs de l'exploitation sexuelle, où les services pour les rescapées sont aussi rares que les programmes qui s'attaquent à la demande de cette forme de victimisation. Et si elles sont retrouvées, les femmes sont rapatriées au premier chef ou enfermées dans des « foyers » qui rappellent plus une prison que le refuge indispensable à une rescapée.

En dépit de ces tendances glaçantes, le rapport du 10^e anniversaire signale le moment non pas de désespérer devant l'ampleur du problème, mais de rendre hommage aux progrès accomplis et de renouveler notre engagement dans cette lutte. Nous pouvons célébrer des triomphes qui ne perdent rien de leur grandeur pour n'avoir pas permis de résoudre le problème dans son intégralité ; nous devons prendre conscience des besoins dont l'urgence n'est pas démentie parce que d'autres ont été satisfaits., même si d'autres ont été remplis, n'en sont pas moins pressants. Dans cet esprit, que cette année soit celle où nous imaginerons un monde sans esclavage. Que cette année soit celle où nous nous unirons dans un partenariat pour faire de cette vision une réalité.

Très cordialement,

Ambassadeur Luis CdeBaca

INTRODUCTION

10 ans de lutte contre l'esclavage moderne

Le Rapport 2010 sur la traite des personnes (TDP) marque le 10^e anniversaire de temps forts de la lutte contre l'esclavage moderne. En 2000, les États-Unis ont adopté la loi sur la Protection des victimes de la traite (Trafficking Victims Protection Act – TVPA) et les Nations Unies, le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, connu sous le nom de Protocole de Palerme. Depuis, le monde a progressé à grands pas dans la lutte contre cette exploitation ultime de l'être humain, du point de vue tant de ce que nous savons sur ce crime grave que de la riposte à y opposer.

Le Protocole de Palerme a focalisé l'attention de la communauté mondiale sur la lutte contre la traite des êtres humains. Pour la première fois, la décision de criminaliser tous les actes de traite des personnes, y compris aux fins de travail forcé, d'esclavage et de pratiques esclavagistes, et d'incorporer le paradigme des trois P dans la riposte des gouvernements, à savoir **prévention**, **poursuites** pénales et **protection** des victimes, a fait l'objet d'un consensus mondial.

En dix ans, les gouvernements du monde entier ont réalisé des progrès appréciables dans la compréhension de nombreuses réalités de la traite des personnes : dans la plupart des pays, des êtres humains subissent des situations d'esclavage contemporain, la traite des personnes est un phénomène fluide qui évolue fluctue au gré de la demande du marché, des vulnérabilités de lois, de l'indulgence des peines et de l'instabilité économique. La plupart des personnes sont réduites en esclavage de travail forcé et non pas d'exploitation sexuelle. Il s'agit moins souvent de duper et d'enlever tout bonnement des victimes naïves que de contraindre des personnes qui se sont au départ volontairement engagées à accomplir un certain travail ou à migrer de leur plein gré. La traite peut se dérouler sans déplacement transfrontalier ou sur le territoire d'un pays, mais nombre de pays et de commentateurs présument encore aujourd'hui qu'un déplacement est exigé. Les victimes de la traite comptent un grand nombre d'hommes. Et les trafiquants manient souvent l'arme du viol pour tenir les femmes asservies au travail, que ce soit dans les champs, les usines, les maisons de prostitution, la domesticité ou les zones de guerre.

Les trois P du paradigme sont imbriqués. Il ne suffit pas de poursuivre les trafiquants, il nous faut donner assistance aux rescapés et garantir qu'aucune autre personne ne sera victimisée. Aucun pays n'a encore trouvé de réponse réellement exhaustive contre ce crime grave, massif, toujours croissant, toujours changeant. Dix ans d'efforts concentrés ne représentent que les balbutiements de ce mouvement moderne. Beaucoup de pays continuent de se familiariser avec la traite des personnes et les meilleures parades à y opposer.

Il faut mettre en œuvre sur le terrain les pratiques prometteuses, des groupes de travail et des plans d'action nationaux d'instances de coordination. Les innovations locales doivent être appuyées et amplifiées par les gouvernements nationaux. La grande majorité des millions d'êtres humains réduits en esclavage moderne n'ont pas encore bénéficié des progrès réalisés; tous les pays doivent redoubler d'efforts pour faire de la promesse du Protocole de Palerme une réalité.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), l'an dernier, le monde a importé et exporté des milliards de dollars de produits entachés de travail forcé pour leur fabrication et l'acquisition de leurs matières premières. Sciemment ou involontairement, les gouvernements ont expulsé des victimes de la traite et omis de donner aux victimes abri et services de réinsertion, ce qui a sapé les enquêtes et la réadaptation des victimes. Ils ont continué à se débattre avec des lois mal conçues sur l'immigration qui accroissent la vulnérabilité des populations migrantes à la traite des personnes.

Dans le cadre de l'état des lieux de chaque pays en matière de traite, il faut garder à l'esprit que les évaluations sont fondées sur le respect des normes *minimales* précisées dans la TVPA, c'est-à-dire ce que le gouvernement américain considère comme un plancher, et non un plafond, en matière d'engagement.

La lutte contre la traite des personnes n'est pas une initiative statique. Une loi sur la traite adoptée l'an dernier doit entrer en vigueur et être perfectionnée cette année. Les enseignements tirés des poursuites engagées l'an dernier doivent être perfectionnés et la riposte des forces de l'ordre cette année. Il conviendrait d'examiner les disparités importantes entre le nombre de victimes identifiées et celui de contrevenants poursuivis en justice et ce, afin d'améliorer les capacités des intervenants des services de répression d'assurer la justice pour les victimes. Certes, le nombre de poursuites et d'inculpations sont des indicateurs importants, mais la qualité et les répercussions des efforts d'application des lois contre la traite des personnes sont plus importantes encore.

END OF REVIEW

En outre, les opportunités manquées d'une identification bienveillante et efficace des victimes doivent servir d'alerte pour s'assurer qu'il existe, cette année, une démarche proactive pour identifier et aider les victimes, dans le droit fil du Protocole de Palerme et de la TVPA, garantissant la justice à chaque victime.

Le Rapport 2010 TDP est un outil diagnostic, reflet des efforts actuels sur le terrain. Il n'est ni une condamnation, ni une absolution, ni d'ailleurs une garantie de classement l'an prochain. De fait, le rapport de cette année reclasse à la hausse 22 pays, constatant des résultats qui ont longtemps tardé et à la baisse 21 pays témoignant de rares protections des victimes, d'une mise en œuvre minimum ou de structures juridiques insuffisantes.

La plupart des pays qui nient l'existence en leur sein de victimes de l'esclavage moderne ne font ni effort ni tentative pour respecter les mandats du Protocole de Palerme et les exigences de notre humanité commune. Il n'y a aucune honte à faire face à un problème de cette ampleur, mais il est honteux de le méconnaître.

Les Etats-Unis se jugent selon les mêmes normes que celles par lesquelles ils jugent les autres. Pour la première fois, le Rapport 2010 comprend le classement des Etats-Unis ainsi qu'une narration complète et sans détour de leurs efforts pour lutter contre la traite des personnes. Le classement reflète les contributions des organismes de l'Etat, l'avis du public et la recherche indépendante du Département d'Etat. Les Etats-Unis reconnaissent avoir, à l'instar d'autres pays, un grave problème de traite des personnes, tant aux fins de travail forcé que d'exploitation sexuelle. Le Gouvernement américain s'enorgueillit de ses meilleures pratiques de lutte contre ce fléau, prend acte des difficultés et cherche continuellement à innover et renforcer ses efforts sur son territoire et en partenariat avec d'autres pays.

QU'EST-CE QUE LA TRAITE DES PERSONNES ?

Ces quinze dernières années, les termes "traite des personnes" ou "traite des êtres humains" recouvrent les moyens utilisés pour se procurer ou contraindre une personne à la servitude. La TVPA nomme cet asservissement par différents termes : servitude involontaire, esclavage, servitude pour dette et travail forcé.

Définition de la « Traite des personnes » La TVPA définit les « formes graves de traite » comme suit :

- a. L'exploitation sexuelle où un acte sexuel commercialisé est contraint par la force, le dol ou la coercition, ou bien où la personne contrainte à cet acte n'a pas 18 ans, ou
- b. le recrutement, l'accueil, le transport, le transfert, la prestation ou l'obtention d'une personne aux fins de travail ou de services, par le recours à la force, fraude ou coercition aux fins de la contraindre à la servitude involontaire, à la servitude traditionnelle, la servitude pour dette ou l'esclavage.

Il n'est pas nécessaire qu'une victime soit transportée physiquement d'un endroit à un autre pour que ce crime relève de ces définitions.

En vertu de la TVPA, une personne est victime de la traite même si elle a été consentante au début, si elle a été complice d'un crime découlant directement de la traite, qu'elle ait été transportée en situation d'exploitation, ou qu'elle soit née simplement en condition de servitude. Des myriades de formes de réduction en esclavage se trouvent au cœur de ce phénomène, et non pas les activités intervenant dans le transport international.

Citons quelques-unes des principales formes de traite des personnes :

Travail forcé

Selon des études récentes, la majorité de la traite des personnes dans le monde procède sous forme de travail forcé. Selon les estimations de l'OIT, pour chaque victime de la traite contrainte à la prostitution forcée, neuf personnes sont victimes du travail forcé. Aussi appelé servitude involontaire, le travail forcé est le résultat de l'exploitation par des employeurs sans scrupules d'employés fragilisés par un chômage élevé, la pauvreté, la criminalité, la discrimination, la corruption, les conflits politiques ou l'acception culturelle de cette pratique. Les immigrants sont particulièrement vulnérables, mais les propres ressortissants d'un pays peuvent aussi y être victimes du travail forcé. Les femmes victimes du travail forcé ou de la servitude pour dettes, particulièrement les femmes et les filles contraintes à la servitude domestique, sont souvent également victimes de l'exploitation sexuelle.

Exploitation sexuelle

L'exploitation sexuelle constitue une plus petite part, importante toutefois, de la traite des personnes dans sa totalité. Lorsqu'une personne adulte est contrainte, dupée ou forcée à la prostitution, ou y est maintenue par la coercition, cette personne est victime de la traite des personnes. Tous ceux qui ont pris part au recrutement, transport, transfert, hébergement ou accueil de la personne à ces fins sont coupables de crime de traite des personnes. L'exploitation sexuelle se produit également dans le cadre de la servitude pour dettes, où les femmes et les filles sont maintenues en prostitution sous le prétexte illicite d'une "dette" contractée pour leur transport, recrutement ou même leur "vente" grossière, qu'elles doivent rembourser selon les stipulations de leurs exploiters, avant de pouvoir recouvrer leur liberté. Il est essentiel de comprendre que le consentement initial d'une victime à l'exploitation sexuelle envisagée est indifférent du point de vue légal. Si, par la suite, ces personnes sont contraintes à la servitude par une

manipulation psychologique ou par la force physique, elles sont victimes de la traite et devraient bénéficier des appuis prévus dans le Protocole de Palerme et les lois applicables.

Servitude pour dettes

La coercition prend également la forme d'une dette exigible. Cette pratique, souvent nommée « servitude ou travail pour dettes », est interdite de longue date par la loi américaine, sous son appellation tirée de l'espagnol (*peonage*) et le Protocole de Palerme exige sa criminalisation au titre de traite des personnes. Dans le monde entier, les travailleurs sont contraints à la servitude pour dettes lorsque les trafiquants ou les recruteurs tirent parti, illicitement, d'une dette initiale que ceux-ci ont contractée pour obtenir leur emploi. Dans les systèmes traditionnels de servitude pour dettes, ces dernières sont léguées aux travailleurs par leur famille. En Asie du Sud, par exemple, selon certaines estimations, il existe des millions de victimes de la traite des personnes qui travaillent pour rembourser les dettes de leurs aïeux.

Servitude pour dettes chez les travailleurs migrants

Les abus contractuels et des conditions de travail dangereuses concernant les travailleurs migrants ne constituent pas obligatoirement une traite de personnes. Toutefois, l'affectation de frais illégaux et de dettes à ces travailleurs dans le pays d'origine, souvent avec l'appui des agences de travail et des employeurs dans le pays de destination, contribue à une situation de servitude pour dettes. Ceci est le cas alors même que le statut du travailleur, dans le pays, par rapport à l'employeur, est celui de travailleur migrant temporaire, dans le cadre de programmes d'emploi temporaire.

Servitude domestique involontaire

La servitude involontaire de travailleurs domestiques est une forme distincte de travail forcé, avec un lieu de travail informel, relié à leur logement en période libre et rarement partagé avec d'autres employés. Cet environnement, souvent d'isolement social des travailleurs domestiques, est propice à une exploitation non consensuelle puisque les autorités ne peuvent inspecter une propriété privée aussi facilement qu'un site de travail formel. Les enquêteurs et les prestataires de services signalent de nombreux cas de maladies non traitées et, malheureusement, des violences sexuelles généralisées qui sont parfois le symptôme d'une situation de servitude involontaire.

Travail forcé des enfants

La plupart des organisations internationales et des lois nationales reconnaissent certaines formes de travail légal des enfants. Toutefois, selon un consensus qui s'amplifie, il conviendrait d'éradiquer les pires formes de travail des enfants, qui comprennent notamment la vente et la traite des enfants et leur réduction au travail forcé ou pour dettes. Un enfant peut être une victime de la traite quel que soit le lieu de son exploitation forcée. Les situations où l'enfant semble être sous la garde d'une personne qui ne lui est pas apparentée, qui lui fait faire un travail dont les avantages financiers reviennent à une personne sans parenté avec l'enfant et dans laquelle ce dernier n'a pas la possibilité de partir constituent des indicateurs de travail forcé putatif de l'enfant.

Il conviendrait que les interventions de lutte contre la traite viennent renforcer, et non pas remplacer, les mesures classiques contre le travail des enfants, telles que la réadaptation et l'éducation. Toutefois, lorsque les enfants sont réduits en esclavage, leurs tourmenteurs ne devraient pas pouvoir échapper aux sanctions pénales en jouant sur les règlements administratifs de longue date adoptés pour répondre à la pratique du travail des enfants.

Enfants-soldats

Les enfants-soldats constituent une forme de traite des êtres humains car il s'agit du recrutement ou du recours illicite aux enfants, par la force, la fraude ou la contrainte, pour le combat, le travail forcé ou l'exploitation sexuelle par les forces armées. Les coupables peuvent être des forces gouvernementales, des organisations paramilitaires ou des groupes rebelles. De nombreux enfants sont enlevés par la force pour

servir de combattants. D'autres sont contraints au travail de portefaix, cuisiniers, gardes, domestiques, coursiers ou espions. Les jeunes filles sont forcées au mariage ou à des relations sexuelles avec des combattants. Les enfants-soldats, garçons et filles, sont souvent victimes d'abus sexuels et sont très vulnérables aux maladies transmissibles sexuellement.

Exploitation sexuelle des enfants

Selon l'UNICEF, jusqu'à deux millions d'enfants sont contraints à la prostitution dans l'industrie mondiale du sexe. Les conventions et protocoles internationaux astreignent les parties à criminaliser l'exploitation sexuelle commerciale des enfants. La traite des enfants dans l'industrie du sexe est interdite en vertu de la législation des États-Unis et du Protocole de Palerme, ainsi que des lois nationales de pays du monde entier. Il ne saurait exister d'exception, de rationalisation culturelle, ni socioéconomique empêchant de protéger les enfants de la servitude sexuelle. L'exploitation sexuelle a des conséquences dramatiques pour les mineurs, notamment des traumatismes physiques et psychologiques persistants, des maladies (y compris le VIH-sida), la toxicomanie, les grossesses non désirées, la malnutrition, l'ostracisme social et éventuellement la mort.

GRANDES PRIORITÉS

Depuis la publication, en mars 1998, sous la présidence de Bill Clinton, du Mémorandum présidentiel sur la traite des femmes et des enfants, le gouvernement des États-Unis prône une politique appuyée sur le paradigme des trois P: poursuites en justice, protection et prévention.

Poursuites en justice

La traite des êtres humains est un crime grave, à l'instar du meurtre, du viol et de l'enlèvement. Sa criminalisation est obligatoire pour toutes les parties au Protocole de Palerme et l'importance des poursuites en justice se retrouve dans la démarche des forces de l'ordre aux États-Unis. Toutefois, le nombre de poursuites chaque année est désastreusement bas par rapport à l'ampleur du problème. L'adoption de lois modernes, interdisant toutes les formes de traite en s'axant sur la réduction en esclavage de la victime au lieu du recrutement et du transport de travailleurs ou de prostituées, constitue une première mesure importante du respect du Protocole de Palerme et des règles minima de la TVPA. Toutefois, pour que ces lois aient un poids, il faut qu'elles soient appliquées. Aussi longtemps qu'il n'y aura chaque année que quelque 3.000 inculpations pour traite des personnes dans le monde, cela signifie que l'injustice subie par les victimes ne constitue pas une priorité nationale, ni internationale.

Les victimes de ce crime grave sont trop souvent considérées comme les laissés-pour-compte de la société - prostituées, fugeuses, pauvres, minorités raciales ou ethniques, membres d'une basse caste ou récents immigrants. Les victimes elles-mêmes ignorent les définitions légales de ce crime et ne devraient pas être tenues de se déclarer volontairement. Les préjugés à l'encontre des classes vulnérables et l'incapacité de les considérer comme étant des victimes ont une incidence sur leur éventuelle identification et la traduction en justice de leurs trafiquants. Un champ d'application trop étroit entrave une intervention vigoureuse des forces de l'ordre et permet aux trafiquants d'opérer en toute impunité. En outre, il amoindrit la promesse d'une protection égale au regard de la loi et sape la règle de base des principes du droit. Il convient que toutes les victimes soient fondées à voir leurs trafiquants traduits en justice et qu'elles soient entendues dans les procédures judiciaires. Des poursuites bienveillantes et intelligentes sont donc le fondement d'une démarche axée sur les victimes.

Protection

À l'instar de la promesse vide de sens d'une loi adoptée mais pas appliquée, la répression en l'absence de protection des victimes constitue une réponse inadaptée. Une démarche axée sur les victimes ne signifie pas aider un témoin potentiel uniquement jusqu'à son témoignage. Elle signifie remplir les besoins et s'acquitter des obligations allant au-delà d'une simple affaire pénale. Cette démarche réclame des

partenariats entre les organismes des forces de l'ordre et les prestataires de services, non pas uniquement pour remporter l'affaire, mais à titre de collègues s'acquittant d'une responsabilité humanitaire commune : agir dans le meilleur intérêt de la victime.

Les protections accordées aux victimes au gré de leur participation active dans les poursuites engagées par le Parquet sont tout aussi insuffisantes. Dans de nombreux pays, les dispenses d'immigration et les services sociaux sont offerts uniquement aux victimes-témoins uniquement pour les inciter à coopérer, et n'ont pas pour but de rétablir la dignité, ni la santé de la victime. En principe, la riposte à cette violation des droits de l'homme devrait s'axer sur toutes les victimes, et leur offrir la possibilité d'accéder à un refuge, à des services exhaustifs et, dans certains cas, à une dispense d'immigration. Le rapatriement des victimes étrangères ne devrait pas être la première réponse. Il conviendrait qu'il se fasse sur la base d'une décision circonstanciée et pour qu'il soit dans le meilleur intérêt de la victime. La détention de la victime est non seulement contraire au Protocole de Palerme, mais encore improductive tant pour la réadaptation efficace de la victime que pour des poursuites pénales des coupables.

Une série de lois et de politiques, largement financées, comprises et mises en œuvre, adaptables aux conditions du terrain et tenant compte des besoins des victimes, constitue la protection par excellence des victimes.

Prévention

La prévention est, certes, un but important mais ni le Protocole de Palerme, ni la TVPA amendée n'orientent vraiment la mise en place d'activités de prévention, au-delà des plus manifestes : campagnes de sensibilisation du public, règlement des causes profondes et exécution d'activités de répression ou de police des frontières. Au cours des dix dernières années les gouvernements comprennent mieux la prévention et y incluent des politiques et des pratiques qui interdisent l'esclavage moderne à la source. Il s'agit notamment d'initiatives pour réagir à la demande de biens à bas prix fabriqués par une main-d'œuvre asservie ou exploitée sexuellement, fournie à la hâte par les trafiquants par des moyens illicites. Il s'agit également d'initiatives qui unissent les gouvernements, les entreprises et les consommateurs pour s'assurer que le libre-échange signifie une main-d'œuvre librement offerte contre une rémunération équitable, et non pas asservie et gratuite.

La prévention doit aborder les principales vulnérabilités des systèmes judiciaires : des échappatoires administratives et d'exécution permettant à la traite de se produire, une certaine tolérance de la passation des marchés et des contrats publics, des agences de travail peu scrupuleuses, des conditions restrictives d'obtention de visa qui peuvent constituer des moyens de coercition, et une application complaisante du droit du travail. Une prévention efficace se situe dans des initiatives ciblées de protection des droits des travailleurs marginalisés, à faible revenu, par exemple les travailleurs domestiques, agricoles, les mineurs et les travailleurs de la confection. Ces travailleurs sont trop souvent victimes de délits englobant un ensemble d'exploitation du travail, y compris, sous sa pire forme, la traite des personnes.

La prévention peut et doit également capter l'impulsion économique de ce crime grave pour lutter contre lui et amplifier les peines civiles et pénales pour les sociétés qui tirent directement parti du travail forcé pour la production de leurs biens ou services.

Partenariats

La lutte contre la traite des personnes nécessite des connaissances spécialisées, des ressources et les efforts de nombreux organismes et particuliers. Il s'agit d'une problématique complexe, polyvalente, qui exige une riposte exhaustive des organismes publics et non gouvernementaux dans différents domaines : droits de l'homme, travail et emploi, santé et services et forces de l'ordre. Elle requiert des partenariats entre ces protagonistes pour avoir un impact positif.

Les partenariats décuplent les efforts en réunissant des expériences diverses, en amplifiant les messages et en optimisant les ressources, et en accomplissant ce faisant davantage qu'un seul organisme ou secteur ne le pourrait. Citons quelques exemples de partenariats existants et auxquels les gouvernements ont recours pour faciliter les poursuites, la prévention et la protection :

- groupes de travail auxquels coopèrent les organismes de répression pour les échanges de renseignement, le travail entre sphères de compétence et la coordination transfrontalière,
- alliances entre gouvernements et associations d'entreprises visant à dresser des protocoles et établir des mécanismes de conformité pour des chaînes d'approvisionnement dénuées d'esclavage, et
- partenariats régionaux entre pays, à l'instar des efforts de lutte contre la traite des êtres humains de l'Organisation des États américains ou de l'Union européenne.

En dehors des gouvernements, ces partenariats comprennent des coalitions d'organisations non gouvernementales (ONG) créées aux fins de défense de cette cause, de prestation de services et d'échanges d'informations, et enfin des réseaux de rescapés dont les épreuves renseignent sur la mouvance d'ensemble de la traite des personnes.

Certes, il existe un accord large sur le but et les avantages d'une démarche de partenariat pour lutter contre la traite des personnes, mais l'accord et les données concrètes sont moins manifestes sur des stratégies avérées et couronnées de succès, que nous devons nous efforcer de mettre au point et de diffuser à l'avenir.

Démanteler la démarche des trois D de lutte contre la traite des personnes

Au cours des dix années qui ont suivi l'adoption du Protocole de Palerme et de son paradigme des 3 P - prévention, protection et poursuites - un autre paradigme parallèle, plus funeste, reste et entrave les progrès de la lutte contre la traite des personnes. Il s'agit du phénomène DER [en anglais, des 3 "D" : détention, deportation, disempowerment]: **détention, expulsion et résignation.**

Le recours à cette démarche pour détenir et expulser les victimes de la traite découle souvent de politique d'immigration ou de lois archaïques qui ne saisissent pas encore véritablement le phénomène de l'esclavage moderne. Toutefois, certaines des manifestations de cette démarche sont nouvelles, apparues ces dernières années et touchant davantage les femmes que les hommes.

Les gouvernements agissent souvent ainsi dans leur propre intérêt et pour se débarrasser des fardeaux potentiels, ou dans le meilleur intérêt, selon leurs dires, des victimes étrangères. Cette démarche consiste à détenir les victimes pendant un court laps de temps, pour les expulser ensuite vers leur pays d'origine, sans leur offrir de possibilité réelle de recours légal (y compris un dédommagement civil), d'un rétablissement psychologique adéquat, d'un permis de séjour et de travail, ou d'une réimplantation dans un pays tiers.

Les tentatives de placement des victimes identifiées de la traite des personnes dans des installations de péri-détention, décrites par les pouvoirs publics comme étant des "foyers", quel que soit leur confort et leur sécurité, enlève toute autonomie aux victimes dans une période critique où il leur faut retrouver le sentiment de leur liberté individuelle. Les modèles de détention sapent tout rapport éventuellement établi entre les prestataires de services ou les enquêteurs. Selon la recherche, le traumatisme initial perdure pendant des mois et, selon l'expérience concrète des forces de l'ordre, les victimes ne peuvent relater leurs épreuves qu'en partie aux premières étapes d'une enquête. Un modèle fondé sur la détention et le rapatriement, en dépit de dépositions initiales succinctes par vidéo ou par voie d'affidavit, est la quasi-garantie d'une non obtention des faits décisifs.

Si l'on renvoie les victimes dans leur pays d'origine sans les informer de l'intégralité de leurs options, on les expose non seulement à l'éventuel traumatisme d'être identifiées comme étant des victimes de la traite, mais on les renvoie éventuellement dans la même situation et dans les mêmes conditions, ou pires encore, qui ont contribué à leurs épreuves précédentes, ce qui amplifie d'autant la possibilité de voir ces épreuves se reproduire. En outre, lorsque les pays écrouent, puis rapatrient les victimes sans examen préalable, ni protection, les ONG sont empêchées de les signaler à l'attention des autorités.

LE RAPPORT 2010 SUR LA TRAITE DES PERSONNES

Méthodologie

Le Département d'Etat a préparé ce rapport à partir d'informations venant des ambassades américaines, de responsables de la fonction publique, d'organisations non gouvernementales et internationales, de rapports publiés, de voyages de recherche dans toutes les régions et d'informations reçues à tipreport@state.gov. Cette adresse électronique permet aux ONG et aux particuliers de communiquer des informations sur les progrès réalisés par le gouvernement dans la lutte contre la traite des personnes.

Les postes diplomatiques et les organismes nationaux rendent compte de la situation de la traite des personnes et des actions de l'État en se fondant sur une recherche fouillée, englobant des rencontres avec une large gamme de responsables de la fonction publique, des représentants d'ONG locales et internationales, des représentants d'organisations internationales, des journalistes, des universitaires et des rescapés. Chaque mission diplomatique des Etats-Unis à l'étranger comporte au minimum un responsable chargé des questions de traite des personnes.

Volet de classement

Le Département d'Etat place chaque pays compris dans le présent rapport dans l'une de ses trois catégories, ou volet, conformément au mandat de la TVPA. Ce classement se fonde davantage sur l'ampleur des mesures des pouvoirs publics de lutte contre la traite que sur l'ampleur du problème, bien que cela constitue un facteur important. Les analyses se fondent sur la mesure des efforts réalisés par les gouvernements pour être en conformité avec les normes minima prévues par la TVPA pour éliminer la traite des personnes.

Le volet 1 est le classement le plus élevé, il ne signifie pas que problème de la traite des êtres humains n'existe pas dans le pays en question. À l'inverse, ce classement dans le volet 1 indique qu'un gouvernement a pris acte de son existence, s'efforce de lutter contre ce problème et remplit les normes minima de la TVPA. Les gouvernements doivent faire preuve, tous les ans, de progrès sensibles dans la lutte contre la traite des personnes pour conserver leur classement dans le volet 1. De fait, ce volet constitue une responsabilité et non pas un répit.

Les classements en volets et les narrations du rapport 2010 sur la TDP reflètent les éléments suivants :

- l'adoption de lois interdisant les formes graves de traite des personnes, définies par la TVPA et prévoyant des peines pénales pour les délits en la matière,
- la mise en œuvre de lois sur la traite des personnes par le truchement de poursuites rigoureuses des principales formes de traite des personnes dans le pays,
- les efforts de protection des victimes leur donnant notamment accès aux services et aux l'accès aux services et à des foyers d'accueil, sans détention inutile, et accompagnés d'options juridiques autres que le renvoi dans des pays où la victime serait soumise à vengeance ou à préjudice,
- les mesures proactives d'identification des victimes, accompagnées de procédures systématiques pour orienter les intervenants des forces de l'ordre et d'autres organismes gouvernementaux ou quasi-publics dans le processus de l'identification des victimes,

- les sanctions pénales prévues pour les délits de traite des personnes, comprenant un maximum de quatre ans au minimum de privation de liberté, ou des peines plus graves encore,
- la mesure dans laquelle le gouvernement garantit un rapatriement sûr, humanitaire et, dans toute la mesure du possible, volontaire, ainsi que la réinsertion des victimes,
- le financement par le gouvernement et partenariats avec les ONG donnant aux victimes accès aux soins de base, consultations-conseil et foyers d'urgence, leur permettant de relater leurs épreuves à des agents sociaux et des forces de l'ordre, formés à cet effet, à un rythme dénué de pression induite,
- les mesures gouvernementales de prévention de la traite des personnes, y compris des efforts visant à freiner les pratiques identifiées comme étant des facteurs contribuant à la traite des personnes. Parmi ces pratiques, citons : confiscation par l'employeur des passeports des travailleurs étrangers ou autorisation d'imputation d'honoraires abusifs par les recruteurs de main-d'œuvre aux travailleurs putatifs. Il s'agit là de facteurs avérés contribuant au travail forcé, et
- la mesure dans laquelle un gouvernement garantit la prestation d'une assistance juridique et autre aux victimes et que conformément aux lois nationales les procédures ne portent pas préjudice aux droits des victimes, à leur dignité, ni à leur bonne santé psychologique.

Les classements des volets et les narrations ne sont PAS influencés par les éléments suivants :

- les efforts, tout louables qu'ils soient, déployés exclusivement par les protagonistes non gouvernementaux dans le pays en question.
- les manifestations de sensibilisation du public, parrainées par les autorités ou autres, qui ne sont pas concrètement liées aux poursuites contre les trafiquants, la protection des victimes ou la prévention de la traite des personnes, et
- l'élaboration d'initiatives générales ou de répression dénuées d'un axe distinct portant sur la traite des personnes.

Volets : guide

Volet 1

Pays dont les gouvernements respectent en tout point les normes minima de la TVPA pour l'élimination de la traite des personnes.

Volet 2

Pays dont les gouvernements ne respectent pas intégralement les normes minima de la TVPA mais qui déploient des efforts importants dans ce sens.

Volet 2 : liste de surveillance

Pays dont les gouvernements ne respectent pas intégralement les normes minima de la TVPA mais qui déploient des efforts importants dans ce sens ET :

- a) où le **nombre absolu de victimes** des formes graves de traite des personnes est très important ou augmente sensiblement,
- b) où il existe une **non présentation d'éléments prouvant l'amplification des efforts** de lutte contre les formes graves de traite des personnes au cours de l'année précédente, y compris une augmentation des enquêtes, des poursuites et des inculpations pour crime de traite des personnes, une assistance accrue aux victimes et **une diminution des la complicité avérée** des fonctionnaires aux formes graves de traite des personnes, ou

- c) l'analyse selon laquelle le pays déploie des efforts importants pour se conformer aux normes minima se fondait sur les **engagements pris par le pays en question pour l'accomplissement de mesures supplémentaires au cours de l'année qui suivrait.**

Volet 3

Pays dont les gouvernements ne respectent pas intégralement les normes minima de la TVPA et qui ne déploient aucun efforts importants dans ce sens.

La TVPA inscrit trois facteurs permettant de déterminer si un pays sera classé dans le volet 2 (ou la liste de surveillance du volet 2) ou le volet 3 : (1) dans quelle mesure le pays est un pays d'origine, de transit ou de destination des formes graves de traite des personnes, (2) dans quelle mesure le gouvernement du pays en question ne respecte pas les normes minima de la TVPA et, en particulier, dans quelle mesure les responsables ou les fonctionnaires sont complices des formes graves de traite des personnes, et (3) quelles mesures judiciaires permettraient-elles d'amener le gouvernement à respecter les normes minima au vu de ses ressources et de ses capacités à faire face et à éliminer les formes graves de traite des personnes.

Les amendements apportés par la reconduction de 2008 de la loi sur la protection des victimes (TVPA de 2008) prévoient que tout pays classés sur la liste de surveillance du volet 2, deux années de suite (à partir du rapport 2009) seront alors inscrits au volet 3, sauf s'ils sont surclassés ou exemptés de cette clause par le Président, s'il est déterminé, notamment, que le gouvernement possède un plan écrit pour remplir les normes minima de la TVPA.

Sanctions pour les pays du volet 3

En vertu de la TVPA, les gouvernements des pays du volet 3 pourront être assujettis à certaines sanctions et le gouvernement des Etats-Unis pourra leur refuser son aide étrangère, non humanitaire, non commerciale. Les pays ne bénéficiant pas de cette aide ne pourront en bénéficier et, en outre, ne pourront recevoir de subventions pour la participation de leurs fonctionnaires aux programmes d'échanges éducatifs et cultures. Dans le droit fil de la TVPA, les gouvernements assujettis aux sanctions pourront également faire l'objet de l'opposition des États-Unis à toute aide (sauf humanitaire, liée au commerce et certaines aides au développement) d'institutions financières internationales, telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Les sanctions imposées entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2010. Toutefois, les sanctions prévues par la TVPA peuvent être abandonnées, tout ou partie, si le Président détermine que la prestation de cette aide au gouvernement appuie les objectifs visés par la loi ou encore qu'elle est dans l'intérêt national des Etats-Unis. La TVPA prévoit également que les sanctions peuvent être abandonnées, le cas échéant, pour éviter des conséquences préjudiciables importantes pour les populations vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Les sanctions ne sont pas applicables si le Président détermine, à la suite de la publication du présent rapport, mais au préalable d'une décision de sanction, qu'un gouvernement est venu à se respecter les normes minima ou déploie d'importants efforts pour ce faire.

Aucun classement de volet n'est permanent. Tous les pays peuvent faire davantage, y compris les Etats-Unis. Tous les pays doivent maintenir et décupler leurs efforts pour lutter contre la traite des personnes.

COMPARAISON DES LIBERTÉS CIVILES, LA CORRUPTION ET LA SERVITUDE FORCÉE

Ce rapport met en exergue la traite des personnes, question des droits de l'homme qui peut également être considérée liée aux questions fondamentales des libertés civiles. Selon la recherche, la corruption des fonctionnaires constitue un obstacle essentiel entravant les progrès de la lutte contre l'esclavage moderne. Selon l'examen des répertoires publiés sur les libertés civiles et la corruption dans le monde, les gouvernements au classement le plus médiocre dans le rapport 2010 ont un classement tout aussi médiocre dans les relevés évaluant leur protection des libertés civiles et leur apparente corruption.

Sur les 175 pays classés dans le rapport 2010 sur la TDP, 172 ont été classés dans le rapport "Freedom in the World" de cette année, réalisé par Freedom House. Dans le même ordre d'idées, sur ces 175 pays, 164 ont été évalués et cotés dans le "Corruption Perception Index" de Transparency International. Freedom House affecte une valeur numérique à la performance d'un pays quant aux libertés civiles, mesurant "la liberté d'expression et de culte, les droits d'association et d'organisation, la souveraineté du droit et l'autonomie personnelle sans ingérence de l'État". Cette échelle des libertés civiles va de 1 à 7, 1 étant le plus haut degré de liberté et 7 le plus bas. Transparency International affecte une valeur numérique au "niveau de corruption apparente de la fonction publique d'un pays/territoire" sur une échelle de 1 à 10, 1 étant une forte prévalence de corruption apparente et 10, la plus faible prévalence de corruption apparente.

En comparant les évaluations de ces deux organismes par rapport au classement de ce Rapport, il semble que les gouvernements du volet 3 et de la liste de surveillance du volet 2 s'apparentent plus étroitement au bas de l'échelle de la protection des libertés civiles qu'aux pays classés au volet 2 et 1. Ces gouvernements aux résultats médiocres sont nettement "mieux" classés, en moyenne, sur cette échelle, indiquant des libertés civiles moindres.

CONGO, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU (Niveau 3)

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays d'origine et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants victimes de la traite des personnes, et plus particulièrement à des fins de travail et de prostitution forcés. La majorité de cette traite est de nature interne et, pour l'essentiel, perpétrée par des groupes armés et des forces gouvernementales échappant au contrôle des pouvoirs publics et opérant principalement dans les provinces instables de l'est du pays. Un nombre significatif de mineurs artisans congolais sans titre professionnel (des hommes et des jeunes garçons), sont exploités dans des conditions de servitude pour dettes, par des entrepreneurs et fournisseurs auprès desquels ils obtiennent des avances d'argent, des outils, des produits alimentaires et diverses provisions à des prix surévalués, et auxquels ils sont obligés de vendre le minerai extrait à des prix inférieurs à ceux du marché. Les mineurs sont contraints de continuer à travailler pour payer des dettes qui s'accumulent sans cesse et sont pratiquement impossibles à rembourser. Dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Katanga, des groupes armés et des troupes de l'armée nationale congolaise (les FARDC) auraient recours aux menaces et à la coercition pour forcer les hommes et les enfants à travailler dans les mines. Dans l'est de la RDC, il a été signalé que des policiers auraient arbitrairement arrêté des personnes pour leur extorquer de l'argent, ceux ne pouvant pas payer étant forcés de travailler jusqu'à ce qu'ils aient « gagné » leur liberté. De jeunes Congolaises sont contraintes à se prostituer dans des maisons de passe installées dans des tentes, des baraques ou des camps de fortune, notamment sur des marchés et dans des zones minières, par des réseaux, des gangs et des tenancières vaguement organisés. Des femmes et des enfants congolais sont victimes d'exploitation à l'intérieur du pays, soumis de force à la servitude domestique et envoyés, en plus petit nombre, en Angola, en Afrique du Sud, en République du Congo et dans des pays européens à des fins d'exploitation sexuelle commerciale. Certains membres de la communauté des Pygmées Batwa sont soumis à des conditions de servitude involontaire dans l'agriculture, les mines, et pour effectuer des travaux domestiques dans l'est de la RDC.

Des groupes de miliciens armés, congolais et étrangers, parmi lesquels notamment les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), les Patriotes résistants congolais (PARECO), des milices locales (Maï Maï), l'*Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain* (APCLS), et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), ont poursuivi les enlèvements et les recrutements de force d'hommes, de femmes et d'enfants congolais pour s'en servir comme ouvriers, porteurs, domestiques, combattants et esclaves sexuels. En 2009, la LRA a poursuivi ses opérations dans des zones à l'intérieur et à proximité de la Province Orientale, perpétrant des enlèvements avec violences sur plus de 1 700 citoyens congolais, y compris des enfants ; certaines de ces victimes ont ultérieurement été emmenées au Sud Soudan et en République centrafricaine. De même, des citoyens soudanais et centrafricains enlevés ont été soumis au travail forcé et à l'esclavage sexuel entre les mains de la LRA après avoir été emmenés de force en RDC.

En 2009, les FARDC ont recommencé à recruter, parfois de force, des enfants pour s'en servir comme combattants, accompagnateurs et porteurs, une pratique qui, selon des observateurs, avait disparu depuis 2008. De novembre 2008 à octobre 2009, 623 cas confirmés de recrutements illégaux d'enfants soldats ont été attribués aux FARDC, parmi lesquels 75 % auraient été le fait d'éléments de l'ex-CNDP (Congrès national pour la Défense du Peuple, un ancien groupe rebelle congolais) absorbé par les FARDC en 2009. En avril 2009, par exemple, 100 enfants âgés de 13 à 15 ans ont été recrutés par les FARDC sur l'axe Bunyakiri-Hombo. Un nombre indéterminé d'enfants enrôlés par le CNDP au cours des périodes concernées par les précédents rapports font toujours partie d'unités intégrées des FARDC. En outre, des éléments des FARDC ont fait pression sur des centaines de civils, y compris des enfants, pour les forcer à porter des munitions, des approvisionnements et des biens pillés, chercher de l'eau et du bois de chauffage, servir de guide ou construire des installations militaires et des abris temporaires. Ceux qui résistaient étaient parfois tués, d'autres mourraient sous le poids des lourdes charges qu'ils portaient.

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes et il ne déploie pas d'efforts significatifs pour le faire. Le gouvernement n'a pas apporté la preuve de progrès accomplis en matière de poursuites judiciaires et de sanctions à l'encontre des auteurs de trafic de personnes aux fins de travail ou de prostitution forcés, notamment par les membres de ses propres forces armées, dans la fourniture de services de protection pour la grande majorité des victimes de traite ou dans la sensibilisation du public à la traite des personnes. En outre, les efforts des pouvoirs publics en matière d'application des lois de lutte contre la traite des personnes ont faibli au cours de la période concernée par le présent rapport. Des éléments de l'armée nationale ont perpétré des actes graves de traite des personnes au cours de l'année, notamment en enrôlant de force des centaines d'enfants et en utilisant des populations locales pour faire du travail forcé ; certains commandants de l'armée ont entravé les efforts entrepris pour retirer des enfants de leurs unités. En outre, plusieurs commandants des FARDC, accusés de former des enfants soldats et de soumettre des personnes au travail forcé dans les périodes concernées par les rapports précédents ont conservé leurs postes de direction au sein de l'armée et n'ont pas fait l'objet d'enquêtes ou de mesures disciplinaires quelconques, ni n'ont été traduits en justice. Par conséquent, la République démocratique du Congo est placée sur la liste de surveillance de catégorie 3. Le gouvernement a continué à manquer de ressources financières, techniques et humaines adéquates pour lutter efficacement contre la traite des personnes et fournir un minimum de sécurité et de services sociaux dans la plupart des régions du pays. L'armée n'a pas disposé des capacités nécessaires pour démobiliser les groupes armés ni pour empêcher efficacement des membres de ses propres forces de commettre des violations en matière de traite des personnes. Les systèmes judiciaires pénal et militaire du pays, notamment la police, les tribunaux et les prisons étaient pratiquement inexistantes, il existait peu de tribunaux opérationnels ou de prisons sûres dans le pays. Toutefois, il convient de noter quelques améliorations intervenues au cours de la période concernée par le présent rapport en matière de démobilisation d'enfants de factions combattantes, y compris au sein de l'armée nationale, et de sensibilisation des responsables militaires sur le caractère illégal des exactions de travail forcé.

Recommandations à l'intention de la République démocratique du Congo : mener des enquêtes sur, et sanctionner, les militaires et les membres des forces de l'ordre accusés d'avoir illégalement enrôlé des enfants soldats ou d'avoir utilisé des populations locales pour du travail forcé, y compris pour l'extraction de minerai ; intensifier les efforts pour poursuivre et sanctionner, le cas échéant, les auteurs non-militaires de traite de personnes, en particulier ceux qui enrôlent des enfants soldats, ont recours au travail forcé, ou soumettent des enfants à la prostitution ; mettre un terme au recrutement par les FARDC d'enfants soldats et démobiliser tous les enfants des rangs des FARDC ; élaborer une proposition législative visant à traiter dans leur ensemble toutes les formes de traite des personnes, y compris le trafic de main-d'œuvre ; en partenariat avec des ONG ou des entités religieuses, assurer la fourniture à court terme de services de protection aux enfants victimes de traite ; et prendre des mesures pour sensibiliser la population dans son ensemble au problème de la traite des personnes.

Poursuites judiciaires

Le gouvernement a peu progressé pour enquêter ou poursuivre en justice des auteurs présumés de traite de personnes au cours de la période concernée par le présent rapport. De nombreuses régions du pays où sévit la traite des personnes sont dépourvues d'une présence judiciaire gouvernementale et elles demeurent handicapées par une pénurie critique de magistrats, de greffiers et d'avocats. Des fonctionnaires corrompus auraient détourné les maigres ressources financières des organismes gouvernementaux chargés de la lutte contre la traite des personnes, ce qui a handicapé encore davantage les efforts des pouvoirs publics pour continuer à effectuer des activités de formation, de renforcement des capacités ou d'assistance aux victimes. En février et mars 2010, les pouvoirs publics ont recruté 2 000 nouveaux magistrats qui seront nommés et recevront une formation au cours de la période concernée par le prochain rapport. Si la législation en vigueur n'interdit pas toutes les formes de trafic de main d'œuvre, la loi 6/018 de juillet 2006 relative à la violence sexuelle prohibe expressément l'esclavage sexuel, le trafic sexuel, la prostitution infantile et forcée, ainsi que le proxénétisme, prévoyant des sanctions de 10 à

20 ans d'emprisonnement pour ces infractions. Ces peines sont suffisamment sévères et à la mesure de celles prescrites pour le viol. Le Code de protection de l'enfant (loi 09/001) qui criminalise et prévoit des peines d'emprisonnement de cinq à 20 ans pour réduction en esclavage et traite d'enfants, exploitation sexuelle commerciale, et enrôlement d'enfants dans les forces armées, a été publié en mai 2009.

Toutefois, il demeure non appliqué et n'a pas reçu la dotation budgétaire nécessaire.

Pendant la période concernée par le présent rapport, la police chargée de la protection des mineurs à Bukavu a arrêté une Congolaise accusée d'avoir entraîné une jeune fille de 13 ans à l'accompagner au Burundi, où elle avait l'intention de la contraindre à se prostituer. En février 2010, la police a transmis son dossier au tribunal de Bukavu en vue de poursuites judiciaires. On ignore où en est l'affaire impliquant l'arrestation en mars 2009 du propriétaire d'une boîte de nuit à Bukavu, accusé d'avoir prostitué 10 filles et sept garçons dans son établissement. La discothèque a rouvert ses portes. En juin 2009, un tribunal militaire de Kisangani a condamné cinq membres des Maï Maï pour, entre autres chefs d'accusation, crimes contre l'humanité. Ils avaient également été initialement inculpés, mais non condamnés, pour perpétration d'actes de travail forcé à l'encontre de populations locales. Bedi Mubuli Engangela (alias le *Colonel 106*), ancien commandant des Maï Maï soupçonné d'insurrection et de crimes de guerre, y compris d'enrôlement d'enfants, a comparu devant un tribunal militaire au début de 2010 et il demeure en détention à la prison de Malaka à Kinshasa ; le tribunal attend les conclusions de l'enquête pour fixer la date du procès.

Contrairement aux précédentes périodes de rapports, les pouvoirs publics n'ont ni inculpé ni poursuivi de suspect d'enrôlement ou d'utilisation d'enfants soldats. En novembre 2009, le groupe d'experts de l'ONU sur la RDC a publié les noms de 21 chefs actuels des FARDC présumés coupables d'atteintes aux droits de l'homme ; 13 seraient impliqués dans l'enrôlement illégal et l'utilisation d'enfants soldats et trois auraient contraint des membres de la population locale à effectuer du travail forcé ou les auraient maintenus dans cette situation. Le lieutenant-colonel Jean-Pierre Biyoyo, ancien membre du groupe armé

Mudundu-40 et premier individu condamné par les tribunaux congolais pour avoir mobilisé des enfants, n'a pas été recapturé depuis son évasion de prison en juin 2006 et il est actuellement le commandant des FARDC pour le secteur 3 de l'opération *Amani Leo* à Walungu, au Sud-Kivu. Le « Capitaine Gaston », commandant d'un groupe armé qui serait responsable du meurtre, vers la mi-2006, d'un défenseur des droits de l'enfant employé par une ONG, était toujours en fuite à Kitshanga dans le Nord-Kivu au cours de la période concernée par le présent rapport ; son mandat d'arrêt de janvier 2007 n'a pas été exécuté et, après avoir été promu par les FARDC au grade de major, il dirige un bataillon des FARDC entre Ngungu et Karuba.

Protection

Le gouvernement a contribué à l'identification et à la démobilisation d'enfants soldats au cours de la période concernée par le présent rapport, mais il a offert une protection minimale aux victimes d'autres types de traite. Les ONG ont fourni la quasi-totalité des services juridiques, médicaux, psychologiques et d'hébergement mis à la disposition des victimes de traite. Les pouvoirs publics ne disposaient pas de procédures permettant d'identifier de façon proactive les victimes de la traite parmi des groupes vulnérables, ni d'orienter des victimes vers des services de protection. En vertu du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, tous les ex-combattants, y compris les enfants soldats, sont soumis à un processus commun au cours duquel ils déposent leurs armes et reçoivent des informations concernant les possibilités de réinsertion militaire et civile. Au cours de ce processus, l'Agence nationale de démobilisation (UEPN-DDR), en coopération avec la Mission des Nations Unies en RDC (MONUC), a trié et transféré tous les enfants identifiés vers des centres gérés par des ONG en vue de leur hébergement temporaire et de leur formation professionnelle ; en 2009, ce processus a permis de démobiliser 2 816 enfants de groupes armés, notamment des FARDC. Avec l'aide de commandants des FARDC, une ONG locale a pu démobiliser 119 enfants d'unités des FARDC au Sud-Kivu, au cours du premier trimestre 2010. Et si certains de ces enfants soldats faisaient partie des forces des FARDC qui participaient aux combats dans le Nord-Kivu en 2008, la plupart d'entre eux étaient issus d'anciens

groupes armés qui s'étaient intégrés aux FARDC. Bien que le haut commandement des FARDC ait été généralement favorable aux initiatives de la MONUC pour retirer les enfants de ses forces au cours de la période concernée par le présent rapport, il a manqué de pouvoir de commandement et de contrôle pour contraindre de nombreux commandants des FARDC à se conformer aux ordres de libérer leurs enfants soldats, d'empêcher les troupes au sol de recruter d'autres enfants ou d'assujettir les populations locales au travail forcé. Certains commandants des FARDC ont activement entravé les efforts déployés par la MONUC pour retirer des enfants de leurs rangs ; en outre, certains de leurs éléments ont continué à harceler, arrêter et maltraiter physiquement des enfants ayant appartenu à des groupes armés, y compris d'éventuelles victimes de traite de personnes. En mars 2010, une ONG locale a formé plus de 200 officiers des FARDC sur les droits et la protection des enfants dans le Sud-Kivu ; entre janvier et avril 2010, elle a également sensibilisé des membres des forces de l'ordre, des autorités locales, et des jeunes dans toute la province sur les droits de l'enfant et la législation nationale et internationale concernant la traite des personnes.

Le gouvernement national ne s'est pas attaqué au problème du travail forcé dans le secteur minier, mais les ministères provinciaux de l'Éducation dans la Province Orientale, le Kasai Oriental et le Katanga ont œuvré en coordination avec des ONG pour réintégrer des enfants travaillant dans les mines au système éducatif formel. Le ministère provincial de l'Intérieur du Katanga a continué à assurer le financement du centre d'accueil résidentiel de *Kasapa* à Lubumbashi qui procure aux enfants des rues, y compris les victimes de la traite, des services de protection et des programmes éducatifs. On ignore si ce centre a fourni des services de protection à des victimes de la traite en 2009. Les responsables gouvernementaux reconnaissent que la prostitution des enfants constitue un problème croissant en RDC, mais les autorités n'ont pas encore pris de mesures concrètes pour lutter contre ce phénomène. Les pouvoirs publics n'ont pas établi qu'ils avaient encouragé les victimes de la traite à collaborer aux enquêtes contre les auteurs de ce trafic. Ils ne proposent pas d'alternative légale au rapatriement des victimes étrangères dans des pays où elles sont exposées à des risques ou à des représailles ; toutefois, la RDC compte peu de ressortissants

étrangers victimes de la traite et le gouvernement a systématiquement favorisé le rapatriement en toute sécurité des enfants soldats étrangers en coopération avec la MONUC.

Prévention

Bien que le gouvernement ait mis en place des initiatives de sensibilisation pour lutter contre les atteintes aux droits de l'homme, notamment le travail forcé, perpétrées par ses propres forces au cours de l'année, il n'a pas réalisé d'efforts significatifs pour faire obstacle à d'autres formes de traite des personnes. Le ministère des Droits de l'homme a élaboré un document présentant la situation actuelle du pays sur la traite des personnes, ainsi que sur les défis à relever pour la combattre et des recommandations d'actions, mais il ne l'a pas diffusé. En juillet 2009, le QG des FARDC à Goma a publié un communiqué de presse rappelant à tous les soldats et commandants leur devoir de protection envers la population civile et il a souligné sa « tolérance zéro » pour les atteintes aux droits de l'homme, citant spécifiquement le crime de travail forcé, entre autres. Si ce communiqué avertissait les commandants qu'ils seraient tenus responsables des actes commis par des troupes sous leur commandement, il n'a toutefois pas été mis en application par le biais de mesures concrètes. En avril 2010, le major Andoga, du 1331^{ème} bataillon, a mené une campagne de sensibilisation sur les violations des droits de l'homme et la politique de tolérance zéro de l'armée à Kinshasa et dans les provinces orientales. Bien que le ministère national du Travail soit responsable de mener les enquêtes concernant le travail forcé des enfants et emploie 150 inspecteurs dans tout le pays, il n'a effectué aucune enquête concernant le travail forcé des enfants en 2009. Les inspecteurs manquaient souvent de moyens de transport ou de ressources pour mener à bien leur tâche. Le ministère provincial du Travail du Katanga a participé à un dialogue tripartite avec les syndicats et les compagnies minières concernant les répercussions de la crise financière sur l'emploi des jeunes, mais ce dialogue n'a pas débouché sur des résultats significatifs. Composées de fonctionnaires issus de plusieurs ministères provinciaux et de membres de la communauté, les commissions provisoires nouvellement créées sur les pires formes de travail des enfants dans les provinces du Katanga, du Kasai Oriental et d'Orientale (district de l'Ituri) ont élaboré des plans annuels de travail pour 2010. Grâce à un financement de

l'UNICEF, les membres de la commission du Katanga ont pu réunir des informations, puis élaborer et imprimer une brochure présentant son mandat, qui a été diffusée auprès des autorités locales, des chefs religieux et traditionnels, ainsi que des organisations communautaires dans le cadre d'une campagne de sensibilisation. La commission du Kasai Oriental s'est entretenue avec le gouverneur et l'assemblée provinciale, après quoi le gouverneur a donné pour instruction au gouvernement provincial de lutter contre le travail des enfants et d'ouvrir des établissements scolaires secondaires. Au cours de la période concernée par le présent rapport, le gouvernement n'a pas pris de mesures connues pour réduire la demande de travail forcé ou d'actes sexuels commerciaux.